



**2003<sup>ème</sup> opération  
ACCORD CADRE MONO-ATTRIBUTAIRE  
A BONS DE COMMANDE DE TRAVAUX  
POUR LA PERIODE 2025-2028**

## **Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)**

**Date et heure limites de réception : Le vendredi 13 décembre 2024 à 12h00**



**ACTEON**  
201 rue de Chambly  
95340 RONQUEROLLES  
Tél : 06 80 16 45 94  
Email : bet.acteon@wanadoo.fr

**Pièce N° :**  
**A2**

## Table des matières

ARTICLE PREMIER. OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES .....	3
1-1. Objet du marché - Domicile du titulaire .....	3
1-2. Décomposition en lots .....	3
1-3. Variantes et options .....	3
1-4. Intervenants .....	3
1-5. Etudes d'exécution .....	4
1-6. Exécution du marché .....	4
1-7. Dispositions générales .....	5
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD CADRE .....	7
ARTICLE 3 : Prix et mode d'évaluation des ouvrages - Variation des prix - Règlement des comptes .....	8
3-1. Répartition des paiements .....	8
3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - Travaux en régie .....	8
3-3. Prix et mode d'évaluation des ouvrages – Variations dans les prix – Règlement des comptes ...	9
3-4. Paiement des cotraitants et des sous-traitants .....	10
ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES .....	11
4-1. Délais de préparation et réalisation .....	11
4-2. Prolongation des délais d'exécution .....	11
4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance .....	11
4-4. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution .....	13
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE .....	14
5-1. Retenue de garantie .....	14
5-2. Avance .....	14
5-3. Avance sur matériels .....	14
5-4. Transmission des demandes de paiement .....	14
5-5. Modalités de règlement du prix .....	16
5-6. Demandes de paiement .....	16
5-7. Délais de règlement .....	16
5-8. Informations complémentaires .....	17
5-9. Intérêts moratoires .....	17
5-10. Règlement en cas de cotraitants .....	17
5-11. Clause de non exclusivité .....	17
ARTICLE 6 : PROVENANCE QUALITE CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS .....	17
6-1. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt .....	17
6-2. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits	17
6-3. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage. ....	18
ARTICLE 7. IMPLANTATION DES OUVRAGES .....	18
7-1. Piquetage général .....	18
7-2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés .....	18
ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX .....	18
8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux .....	18
8-2. Plan d'assurance qualité .....	18
8-3. Plan d'exécution – notes de calculs – études de détail .....	19
8-4. Mesures d'ordres social – application de la réglementation du travail .....	19
8-5. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers .....	19
8-6. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé .....	20
ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX .....	21
9-1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux .....	21
9-2. Réception .....	21
9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage .....	21
9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages .....	22
9-5. Documents fournis après exécution .....	22
9-6. Délai de garantie .....	22
9-7. Garanties particulières .....	22
ARTICLE 10. CLAUSES DE REEXAMEN .....	22
ARTICLE 11. RESILIATION .....	23
ARTICLE 12. DIFFERENTS ET LITIGES .....	23
ARTICLE 13. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX .....	24

## **ARTICLE PREMIER. OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES**

### **1-1. Objet du marché - Domicile du titulaire**

Le Syndicat Intercommunal pour l'Alimentation en Eau Potable est un pouvoir adjudicateur. Elle est soumise aux dispositions du code de la Commande Publique pour la passation de ses marchés.

La présente consultation concerne l'accord cadre mono-attributaire à bons de commande pour la réalisation des travaux d'adduction d'eau potable, la reprise et la création de branchements pour le compte du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la Région de l'Isle Adam.

Le marché est prévu pour une durée initiale d'un (1) an à compter de sa notification.

Le marché peut être reconduit par période d'un an, dans la limite de trois reconductions.

La reconduction du marché pour une période d'un an se fera de manière tacite. Le titulaire du marché ne peut refuser sa reconduction.

La non reconduction du marché par le pouvoir adjudicateur à la fin de l'une des deux premières périodes ne constitue pas une résiliation du marché. Elle met fin au marché, sans indemnité pour le titulaire. La notification d'une telle décision se fera, avec un préavis de deux mois, par lettre recommandée avec avis de réception.

La description des travaux et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Lieu(x) d'exécution : territoire du SIAEP (Parmain, L'Isle Adam, Champagne sur Oise).

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par le titulaire à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites au Syndicat, jusqu'à ce que le titulaire ait fait connaître au Pouvoir Adjudicateur du marché l'adresse du domicile qu'il aura élu.

L'accord-cadre comprend le traitement de données à caractère personnel. Par dérogation à l'article 5.2.3 du CCAG-FCS, il sera fait application de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

### **1-2. Décomposition en lots**

Le marché n'est pas décomposé en lots. Le marché n'est pas alloti car le pouvoir adjudicateur estime que la dévolution en lots séparés est de nature, dans le cas particulier, qu'elle risque de rendre techniquement difficile ou financièrement coûteuse l'exécution des prestations.

Les travaux ne font pas l'objet de tranche.

### **1-3. Variantes et options**

Les variantes libres ne sont pas autorisées.

Il n'y a pas d'options à chiffrer.

### **1-4. Intervenants**

#### **1-4.1. Désignation de sous-traitants en cours de marché**

Conformément à l'article L2193-2, la sous-traitance est l'opération par laquelle un opérateur économique confie par un sous-traité, et sous sa responsabilité, à une autre personne appelée sous-traitant, l'exécution d'une partie des prestations du marché conclu avec l'acheteur. Le sous-traitant est considéré comme entrepreneur principal à l'égard de ses propres sous-traitants.

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre en sus des renseignements exigés par les articles R. 2193-1, R. 2193-2,

R. 2193-3 relatifs à la commande publique :

- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics ;
- Les capacités professionnelles du sous-traitant (moyens et références) ;
- L'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-7.4.4 ci-après.

#### 1-4.2. Maître d'Ouvrage

Syndicat Intercommunal pour l'Alimentation d'Eau Potable de la Région de l'Isle-Adam  
1, avenue Jules Dupré 95290 L'ISLE-ADAM

#### 1-4.3. Maître d'Œuvre

La maîtrise d'œuvre phases conception et réalisation est assurée par :  
ACTEON  
201 rue de CHAMBLY  
95340 RONQUEROLLES

#### 1-4.5. Contrôle technique

Sans objet.

#### 1-4.6. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (CSPS)

En cours de désignation.

Si le chantier est soumis aux dispositions de la loi n° 93.1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs est organisée, aux fins de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises et de prévoir, lorsqu'elles s'imposent, l'utilisation de moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

### **1-5. Etudes d'exécution**

Les études d'exécution, autres que celles réalisées par le maître **d'œuvre**, **sont réalisées par les entrepreneurs concernés**. Les documents établis par les entreprises dans le cadre des études d'exécution **sont soumis pour visa au maître d'œuvre.**

L'examen de conformité du projet concerne la détection des anomalies, normalement décelables par un homme de l'art, il ne comprend :

- ni le contrôle sur place.
- ni la vérification intégrale des documents établis par les entreprises.

La délivrance du visa, par le maître d'œuvre, ne dégage pas l'entreprise de sa propre responsabilité, du respect des textes réglementaires et des plans du maître d'œuvre.

### **1-6. Exécution du marché**

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande avec un montant minimum et un montant maximum ainsi que les rabais sont fixés dans l'acte d'engagement.

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

Chaque bon de commande précisera au minimum :

le nom ou la raison sociale du titulaire ;  
la date et le numéro du marché ;  
la date et le numéro du bon de commande ;  
la nature et la description des travaux à réaliser ;

les délais d'exécution (date de début et de fin) ;  
les lieux d'exécution des travaux ;  
le montant du bon de commande ;  
les délais laissés le cas échéant au titulaire pour formuler ses observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le titulaire.

### **1-7. Dispositions générales**

#### **1-7.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application de l'article R.5221-3 du code du Travail et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

#### **1-7.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R. 2193-1 relatif aux marchés publics, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du .....ayant pour objet

.....

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous- traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

### **1-7.3. Responsabilité**

Les dispositions concernant les responsabilités et assurances ci-après définies dérogent à l'article 9.1 du CCAG applicable aux marchés publics de travaux. D'une façon générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

#### **1-7.3.1 Dommages aux tiers**

L'Opérateur Economique supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages corporels, matériels et immatériels, consécutifs ou non à des dommages matériels et/ou corporels, de toute nature dans la réalisation desquels les prestations objet du marché seraient impliquées et qui pourraient être causés à des tiers, y compris ses sous-traitants et les autres intervenants sur le même chantier.

L'Opérateur Economique s'engage en conséquence à garantir le maître d'ouvrage, ses représentants et son personnel, contre tout recours qui pourrait être exercé à leur encontre de ce chef, à les indemniser de la totalité des préjudices résultant pour eux des faits susmentionnés et à renoncer à exercer contre eux, y compris leurs éventuels assureurs, toute action ou réclamation.

#### **1-7.3.2 Dommages subis par le Maître d'Ouvrage**

L'Opérateur Economique supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages corporels, matériels et immatériels, consécutifs ou non à des dommages matériels et/ou corporels, de toute nature subis par le maître d'ouvrage du fait ou à l'occasion de l'exécution du marché.

#### **1-7.3.3 Dommages subis par l'Opérateur Economique**

L'Opérateur Economique supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature et quelle qu'en soit la cause qui pourrait lui être causée ou subie par les biens dont lui-même serait propriétaire ou détenteur à un titre quelconque.

En conséquence, l'Opérateur Economique renonce à exercer tout recours contre le maître d'ouvrage et ses éventuels assureurs.

#### **1-7.3.4 Responsabilité décennale et garantie de bon fonctionnement**

L'Opérateur Economique est responsable de plein droit envers le maître d'ouvrage des désordres affectant les éléments constitutifs des ouvrages et ses éléments d'équipement objet du marché sur la base des articles 1792 à 1792-4 et 2270 du Code civil.

### **1-7.4. Assurances**

Les primes d'assurance relatives aux garanties souscrites par l'Opérateur Economique en application du présent article sont incluses dans l'offre de l'Opérateur Economique.

#### **1-7.4.1 Assurance de responsabilité civile en cours de chantier, après travaux, et professionnelle**

L'Opérateur Economique est tenu de souscrire une police d'assurance de responsabilité civile en cours de chantier, après prestations et professionnelle couvrant toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il est susceptible d'encourir.

Les garanties de cette police doivent être expressément étendues aux conséquences pécuniaires des désordres ou dommages susceptibles d'être causés tant aux constructions existantes qu'aux constructions avoisinantes.

La police devra comporter les garanties "incendie" et "effondrement" en cours de chantier. Cette assurance devra être contractée auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, étant précisé que l'ensemble des intervenants de l'opération sont considérés comme tiers, y compris le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG les capitaux devront être au minimum de :

- Dommages corporels  
4 575 000 Euros par sinistre
- Dommages matériels et immatériels consécutifs  
1 525 00 Euros par sinistre et par année d'assurance
- Dommages immatériels non consécutifs  
  
750 000 Euros par sinistre et par année d'assurance.

Les montants minima de garantie ici indiqués ne constituent en aucun cas une quelconque limitation de responsabilité et il appartient à l'Opérateur Economique de souscrire les montants de garantie à hauteur des responsabilités qu'il considère encourir.

La police d'assurance souscrite par ses sous-traitants ne réduit, n'atténue ou ne modifie, en aucun cas, la responsabilité de l'Opérateur Economique définie aux articles 1.7.3 et 1.7.4 du présent C.C.A.P.

#### 1-7.4.2 Assurance dommages aux locaux ou emplacements mis à disposition

Dans le cas où des locaux ou emplacements sont mis à sa disposition, l'Opérateur Economique est tenu de souscrire une assurance garantissant les dommages de toute nature pouvant atteindre lesdits biens.

Les garanties de cette police doivent être étendues aux risques de voisinage que l'Opérateur Economique encourt vis-à-vis des tiers. Cette police doit également être assortie des clauses d'abrogation et d'indexation.

Pour les travaux ne relevant pas de cette obligation légale d'assurance, l'Opérateur Economique est tenu de souscrire une police d'assurance responsabilité civile décennale en répartition pour garantir les risques qu'il encourt.

#### 1-7.4.3 Communication des attestations

L'Opérateur Economique devra produire, dans le mois qui suit la notification du marché, et au cours du premier trimestre de chaque période d'assurance, les attestations d'assurance en cours de validité justifiant de la souscription des polices mentionnées au présent article et indiquant le montant des garanties et la durée de la période de couverture, et ce aussi longtemps que sa responsabilité peut être engagée.

En cas de couverture insuffisante, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger de la part de l'Opérateur Economique la souscription d'assurances complémentaires.

## **ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD CADRE**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG TRAVAUX, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulière (C.C.T.P.)
- Le bordereau des prix unitaires (B.P.U)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de travaux ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux ;
- Le Mémoire technique, exceptions faites des dispositions qui seraient contraires aux clauses des pièces contractuelles supérieures ;
- Plan de situation avenue Charles De Gaulle à Parmain (95620).

Toute clause figurant dans les documents établis par le titulaire et contraire aux clauses du présent CCAP et du CCAG est réputée non écrite.

Les pièces générales, bien que non jointes au dossier, sont réputées connues des entreprises, et les parties contractantes leur reconnaissent expressément leur caractère contractuel.

Les documents applicables étant ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix.

- Fascicules du C.P.C. applicables aux marchés de Travaux Publics relevant des Services du Ministère de l'Équipement ou des Services du Ministère de l'Agriculture ;
- Fascicule 71 du C.C.T.G travaux,
- Signalisation temporaire (SETRA).

### **ARTICLE 3 : Prix et mode d'évaluation des ouvrages – Variation des prix – Règlement des comptes**

#### **3-1. Répartition des paiements**

L'Acte d'Engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'Opérateur économique titulaire ou mandataire du groupement et à ses sous-traitants.

Pour ces derniers, le montant et la nature des prestations qu'il est envisagé de sous-traiter, seront précisés.

#### **3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - Travaux en régie**

Les prix du marché sont hors TVA et sont établis **en tenant compte des sujétions d'exécutions particulières suivantes** :

- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS), la COVID-19 et toutes mesures supplémentaires susceptibles d'intervenir pendant les travaux.
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets conformément au SOGED,
- En tenant compte des sujétions générales suivantes :
  - Protection des eaux souterraines et de ruissellement contre les pollutions,
  - Présence des réseaux enterrés et aériens existants,
  - Sujétions liées à l'organisation et la gestion des déchets de chantier produits par l'opérateur économique ou extraits des emprises traitées par l'opérateur économique dans le cadre de ces travaux,
  - Mise en place et entretien des signalisations réglementaires et des dispositifs de sécurité sur toutes les catégories de voies donnant l'accès sur le site des travaux,
  - Sujétions particulières destinées à assurer la sécurité et la protection des chantiers et des personnes du fait de la proximité de voies publiques maintenues sous circulation.
  - Sujétion particulière destinée à maintenir les fonctionnalités de la voirie : circulation automobile et de poids lourds, services publics des collectivités (accès pompiers, collecte des ordures ménagères...)

En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après :

Nombre de jours de gel à -5° C constaté pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteint au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché ;



La hauteur cumulée des précipitations, mesurée pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteinte au moins trois fois dans ce

poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché ;

La hauteur cumulée des couches de neige pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteinte au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché ;

Poste météorologique de référence : ROISSY.

Le maître de l'ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires.

### 3-2.1. Sous-détail ou décomposition supplémentaire de prix

Sans objet.

### 3-2.2. Travaux en régie

Sans objet.

### 3-2.3. Modalités de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités - Intérêts moratoires

Les sommes dues seront payées, selon les règles de la comptabilité publique, par mandats administratifs, dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures.

A défaut de respect de ce délai par le pouvoir adjudicateur, des intérêts moratoires seront versés au titulaire.

Conformément à l'article R2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le délai de paiement peut être suspendu par le pouvoir adjudicateur, s'il constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

La suspension du délai de paiement fait l'objet d'une notification au créancier par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les raisons imputables au créancier qui s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

A compter de la réception de la totalité de ces éléments, un nouveau délai de paiement est ouvert de 30 jours.

### 3-2.4. Répartition des dépenses communes de chantier

Les stipulations du CCAG sont applicables.

## **3-3. Prix et mode d'évaluation des ouvrages – Variations dans les prix – Règlement des comptes**

### 3-3.1 - Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au titulaire mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

### 3-3.2 - Répartition des dépenses intercommunales

Seules les stipulations du C.C.A.G.-Travaux sont applicables.

### 3-3.3 - Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

Modalités d'établissement des prix

Les prix du marché sont établis hors T.V.A. en tenant compte :

- des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.
- des dépenses de chantier mentionnées au présent C.C.A.P.
- des dépenses liées aux mesures particulières concernant l'évacuation des déchets.

### 3-3.4 - Caractéristique des prix pratiqués

Conformément à l'article 9.1 du CCAG – Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risque et bénéfice.

Les erreurs portées sur le bordereau des prix unitaires et relevées après la signature du marché ne peuvent en aucun cas, conduire à une modification du bordereau des prix unitaires porté à la soumission.

### 3-3.5 - Variation dans les prix

Les prix sont fermes la première année d'exécution. Ils seront révisables pour les années suivantes en raison de l'évolution des coûts. Une mise à jour des prix sera proposée par l'entreprise chaque année à la date anniversaire de la notification en application de la formule prévue à l'article 4.4.2 ; le prix sera alors ferme pour l'année.

Les modalités de variation des prix du marché sont les suivantes :

Mois d'établissement des prix du marché (Mo)

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des candidatures et des offres ; ce mois est appelé "mois zéro".

Modalités d'actualisation des prix

Si les conditions prévues à l'article R2112-11 du code de la commande publique, sont réunies, le prix sera actualisé selon l'application aux prix du marché du coefficient Cn suivant :

$$Cn = 15,00\% + 85,00\% (TP10a/TP10ao)$$

dans laquelle TP10ao et TP10a sont les valeurs prises par l'index de référence respectivement au mois zéro et au mois n (correspondant au dernier indice connu au moment de la facturation).

Les coefficients d'actualisation seront arrondis au millième supérieur.

Choix de l'index de référence : TP10a – canalisation, assainissement et adduction d'eau avec fourniture de tuyaux  
Cet indice est publié sur la base de données de l'INSEE.

### 3-3.2. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des sommes versées aux titulaires sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

## **3-4. Paiement des cotraitants et des sous-traitants**

### 3-4.1 - Désignation de sous-traitants en cours de marché

L'acte spécial précise tous les éléments de l'article R2193-1 du code de la commande publique, et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R2191-60 du code de la commande publique ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.

### 3-4.2 - Modalités de paiement direct

- En cas de cotraitance : La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement d'entreprises conjointes) ou pour chaque cotraitant solidaire (si groupement d'entreprises solidaires), acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente à ce cotraitant.
- En cas de sous-traitance :
  - ◆ Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une demande de paiement indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.
  - ◆ Pour les sous-traitants d'un cotraitant, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une demande de paiement, jointe au projet de décompte, signée par l'entrepreneur groupé qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.
  - ◆ Si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également la demande de paiement.

## **ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES**

### **4-1. Délais de préparation et réalisation**

Pour chaque chantier, les délais d'exécution des travaux sont fixés à chaque bon de commande après acceptation par le maître d'ouvrage.

Dans le délai total accepté, sont inclus tous travaux préparatoires, approvisionnement, fabrication en atelier, tous travaux avant mise en œuvre et tous travaux de terminaison et de remise en état des lieux.

### **4-2. Prolongation des délais d'exécution**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

### **4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance**

Les pénalités seront déduites de la facture présentée par l'opérateur économique.

#### **4.3.1 Pénalités pour retard**

Le délai d'exécution de chaque bon de commande sera défini en accord avec le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 20.1 du C.C.A.G., le titulaire se verra appliquer la pénalité suivante :

- Une pénalité de 1 000 Euros par jour calendaire pour dépassement du délai d'exécution des travaux précisé sur le bon de commande. Cette pénalité s'applique sur simple constatation notifiée par mail à l'Opérateur économique sans mise en demeure préalable.

#### **4.3.2 Pénalités pour retard dans la fourniture des documents**

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le titulaire conformément à l'article 40 du C.C.A.G., une retenue sera opérée dans les conditions stipulées à l'article 20.5 du C.C.A.G. sur les sommes dues au titulaire.

Le montant de ces retenues est le suivant :

- 150 Euros par jour calendaire de retard et par fiche d'agrément matériel et matériaux, par plan d'exécution, par note de calculs, par PPSPS, par P.A.Q. 500 Euros par défaut de nettoyage de chantier (nettoyage de la chaussées, évacuation des résidus divers...). Cette pénalité s'applique sur simple constatation notifiée par écrit à l'Opérateur économique sans mise en demeure préalable.
- 500 Euros par jour pour non port des équipements de sécurité par salarié. Cette pénalité s'applique sur simple constatation notifiée par écrit à l'Opérateur économique sans mise en demeure préalable
- 500 Euros par jour par véhicule présent sur le chantier ne possédant pas de gyrophares en fonctionnement. Cette pénalité s'applique sur simple constatation notifiée par mail à l'Opérateur économique sans mise en demeure préalable
- 1 000 Euros par jour pour non nettoyage des chaussées et de la signalisation temporaire. Cette pénalité s'applique sur simple constatation notifiée par mail à l'Opérateur économique sans mise en demeure préalable
- 200 Euros par jour par constatation par le Maître d'œuvre du non-respect du plan de signalisation de chantier. Cette pénalité s'applique sur simple constatation notifiée par mail à l'Opérateur économique sans mise en demeure préalable
- Une pénalité par infraction constatée de 500 Euros sera appliquée pour chaque camion, y compris ceux des fournisseurs, empruntant des itinéraires non agréés sans l'autorisation expresse écrite du Maître d'œuvre. L'exclusion du véhicule pourra être demandée. Cette pénalité s'applique sur simple constatation notifiée par mail à l'Opérateur économique sans mise en demeure préalable
- Toute destruction de borne ou de repère topographique fera l'objet d'application d'une pénalité de 500 euros par élément détruit, l'Opérateur Economique, ayant par ailleurs, à sa charge les frais de remise en état des bornes ou repères. Cette pénalité s'applique sur simple constatation notifiée par mail à l'Opérateur économique sans mise en demeure préalable.
- 150 Euros pour non-présentation immédiate à la demande du gestionnaire du cahier de chantier.
- 500 Euros par défaut de nettoyage de chantier (nettoyage de la chaussées, évacuation des résidus divers...). Cette pénalité s'applique sur simple constatation notifiée par écrit à l'Opérateur économique sans mise en demeure préalable.
- 500 Euros par jour pour non port des équipements de sécurité par salarié. Cette pénalité s'applique sur simple constatation notifiée par écrit à l'Opérateur économique sans mise en demeure préalable
- 500 Euros par jour par véhicule présent sur le chantier ne possédant pas de gyrophares en fonctionnement. Cette pénalité s'applique sur simple constatation notifiée par mail à l'Opérateur économique sans mise en demeure préalable
- 1 000 Euros par jour pour non nettoyage des chaussées et de la signalisation temporaire. Cette pénalité s'applique sur simple constatation notifiée par mail à l'Opérateur économique sans mise en demeure préalable
- 200 Euros par jour par constatation par le Maître d'œuvre du non-respect du plan de signalisation de chantier. Cette pénalité s'applique sur simple constatation notifiée par mail à l'Opérateur économique sans mise en demeure préalable
- Une pénalité par infraction constatée de 500.00 Euros sera appliquée pour chaque camion, y compris ceux des fournisseurs, empruntant des itinéraires non agréés sans l'autorisation expresse écrite du Maître d'œuvre. L'exclusion du véhicule pourra être demandée. Cette pénalité s'applique sur simple constatation notifiée par mail à l'Opérateur économique sans mise en demeure préalable

- Toute destruction de borne ou de repère topographique fera l'objet d'application d'une pénalité de cinq cents (500) euros par élément détruit, l'Opérateur Economique, ayant par ailleurs, à sa charge les frais de remise en état des bornes ou repères. Cette pénalité s'applique sur simple constatation notifiée par mail à l'Opérateur économique sans mise en demeure préalable.

#### 4.3.3 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les stipulations du C.C.A.G. sont seules applicables.

#### 4-3.4. Primes d'avance Sans

objet.

### **4-4. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution**

Les dispositions des 2<sup>èmes</sup> et 3<sup>èmes</sup> alinéas de l'article 20.1 du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution.

#### 4-4.1. Rendez-vous de chantier

Les compte-rendu de chantier valent convocation des opérateurs économiques dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à 250 €. Cette pénalité s'applique sur simple constatation notifiée par mail à l'Opérateur économique sans mise en demeure préalable.

Pénalité de 150 Euros pour tout retard du titulaire de plus de 15 minutes par rapport à l'heure indiquée de la réunion sur le compte-rendu de chantier. Cette pénalité s'applique sur simple constatation notifiée par mail à l'Opérateur économique sans mise en demeure préalable

#### 4-4.2. Autres pénalités diverses

- 500 Euros par défaut de nettoyage de chantier (nettoyage de la chaussées, évacuation des résidus divers...). Cette pénalité s'applique sur simple constatation notifiée par mail à l'Opérateur économique sans mise en demeure préalable.
- 500 Euros par jour pour non port des équipements de sécurité par salarié. Cette pénalité s'applique sur simple constatation notifiée par mail à l'Opérateur économique sans mise en demeure préalable
- 500 Euros par jour par véhicule présent sur le chantier ne possédant pas de gyrophares en fonctionnement. Cette pénalité s'applique sur simple constatation notifiée par mail à l'Opérateur économique sans mise en demeure préalable
- 1 000 Euros par jour calendaire pour non nettoyage des chaussées et de la signalisation temporaire. Cette pénalité s'applique sur simple constatation notifiée par mail à l'Opérateur économique sans mise en demeure préalable
- 200 Euros par jour calendaire par constatation par le Maître d'œuvre du non-respect du plan de signalisation de chantier. Cette pénalité s'applique sur simple constatation notifiée par mail à l'Opérateur économique sans mise en demeure préalable
- Une pénalité par infraction constatée de 500 Euros sera appliquée pour chaque camion, y compris ceux des fournisseurs, empruntant des itinéraires non agréés sans l'autorisation expresse écrite du Maître d'œuvre. L'exclusion du véhicule pourra être demandée. Cette pénalité s'applique sur simple constatation notifiée par mail à l'Opérateur économique sans mise en demeure préalable

Toute destruction de borne ou de repère topographique fera l'objet d'application d'une pénalité de cinq cents (500) euros par élément détruit, l'Opérateur Economique, ayant par ailleurs, à sa charge les frais de remise en état des bornes ou repères. Cette pénalité s'applique sur simple constatation notifiée par mail à l'Opérateur économique sans mise en demeure préalable.

#### Prise en compte

Ces sommes seront retenues sur le premier décompte mensuel suivant la constatation des infractions ; sans préjudice d'une exclusion du chantier ou d'un arrêt de l'engin concerné, sur ordre du Maître d'œuvre. L'exclusion ou l'arrêt n'ouvrira droit en aucun cas à prolongation de délai ou indemnité.

## **ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

### **5-1. Retenue de garantie**

Sans objet.

### **5-2. Avance**

L'entreprise indiquera dans l'acte d'engagement si elle renonce au bénéfice de l'avance dans le cas où celle-ci serait due en application des dispositions du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance de 5% sera versée au titulaire, dans les cas et selon les modalités prévues au code de la commande publique.

Le mandatement de l'avance intervient sans formalité dans le mois suivant l'ordre de commencer la préparation de chantier.

Le remboursement de l'avance, commence lorsque le montant des prestations exécutées et figurant au décompte mensuel atteint 65 % du montant minimum du bon de commande. Il sera terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

En tout état de cause, le délai global de paiement ne pourra pas courir avant la réception de la garantie à première demande ou de la caution personnelle et solidaire prévue au code de la commande publique afin d'en garantir son remboursement intégral. L'avance est remboursée dans les conditions prévues au code de la commande publique.

### **5-3. Avance sur matériels**

Aucune avance sur matériels de chantier n'est versée à l'Opérateur économique.

### **5-4. Transmission des demandes de paiement**

**Les projets de décomptes** seront présentés conformément à l'article 12.1 du C.C.A.G.-Travaux. Les comptes seront réglés mensuellement.

**Les travaux, objet du marché, seront rémunérés** dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique.

Les sommes dues seront payées, selon les règles de la comptabilité publique, par mandats administratifs, dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures.

A défaut de respect de ce délai par le pouvoir adjudicateur, des intérêts moratoires seront versés au titulaire.

Conformément à l'article R2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à

courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le délai de paiement peut être suspendu par le pouvoir adjudicateur, s'il constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

La suspension du délai de paiement fait l'objet d'une notification au créancier par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les raisons imputables au créancier qui s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

A compter de la réception de la totalité de ces éléments, un nouveau délai de paiement est ouvert de 30 jours.

### **Présentation des demandes de paiement**

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro de TVA intracommunautaire
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le nom et numéro du marché ;
- le nom et numéro de lot ;
- le numéro du bon de commande ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- le montant hors taxe des prestations en question (après application éventuelle de la variation de prix) ;
- Le cas échéant, la mention des précomptes, retenues et escomptes ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total des prestations exécutées ;
- la date de facturation.

Les factures et autres demandes de paiement devront parvenir en un original à l'adresse suivante : SIAEP de la région de L'Isle Adam – 1 avenue Jules DUPRE – 95290 L'ISLE ADAM

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

Les factures seront à déposer en priorité sur le portail CHORUS PRO :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>

Si les factures ne sont pas déposées sur le portail CHORUS PRO, elles seront envoyées à l'adresse suivante :

**Par scan à l'adresse e-mail suivante** : [bet.acteon@wanadoo.fr](mailto:bet.acteon@wanadoo.fr)

### **Dispositions applicables en matière de facturation électronique :**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, les collectivités territoriales doivent être en mesure d'accepter les factures électroniques produites par leurs fournisseurs.

Le Gouvernement a donc mis en place un portail informatique mutualisé mis gratuitement à disposition des collectivités et des fournisseurs. Il s'agit de Chorus Portail Pro, accessible depuis internet. Ce portail permet le dépôt, le suivi et la mise à disposition des factures sous forme électronique.

L'utilisation de ce portail deviendra progressivement obligatoire :

- depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, pour les grandes entreprises (+ de 5 000 salariés) et les personnes publiques,
- depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, pour les entreprises de taille intermédiaire (250 à 5 000 salariés),
- depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, pour les PME (10 à 250 salariés),

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020, pour les microentreprises (- de 10 salariés).

L'accès à Chorus Pro nécessite une fiche structure que les entreprises peuvent créer librement à l'adresse suivante :  
<https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les entreprises identifieront la structure publique en saisissant au préalable le numéro SIRET de la SIAEP soit : 259 500 338 000 19

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

#### **5-5. Modalités de règlement du prix**

En complément des dispositions de l'article 11 du CCAG FCS, les précisions ci-dessous sont apportées.

Le règlement du prix s'effectue en une seule fois après l'exécution des travaux et décision d'admission dans les conditions de l'article 11.8 du CCAG FCS.

#### **5-6. Demandes de paiement**

Conformément aux dispositions de l'article 11.8 du CCAG FCS, le titulaire transmet sa demande de paiement après exécution et décision d'admission des travaux par le pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de compléter ou de rectifier la demande de paiement qui comporterait des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

#### **5-7. Délais de règlement**

Les délais dont dispose le donneur d'ordre pour procéder au règlement des acomptes/règlements partiels définitifs éventuels et du solde sont fixés dans l'acte d'engagement.



## **5-8. Informations complémentaires**

Les travaux, objet du présent accord-cadre, seront rémunérés dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique applicable aux SIAEP (comptabilité M49 développé). Elles seront financées sur fonds propres.

Les sommes dues au titulaire seront payées, par mandat administratif, dans les délais prévus par le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013.

## **5-9. Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement des avances, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par l'accord-cadre à bons de commande donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré selon le taux en vigueur à la date à laquelle est survenue l'incident.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

En cas de retard de paiement, le pouvoir adjudicateur sera de plein droit débiteur auprès du titulaire de l'accord-cadre de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013.

## **5-10. Règlement en cas de cotraitants**

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

## **5-11. Clause de non exclusivité**

### **5-11.1. Incapacité du titulaire**

Le titulaire peut à titre exceptionnel informer le SIAEP de son incapacité à réaliser les prestations. Le SIAEP peut sous cette condition passer par un autre prestataire. Cette clause est limitée à un événement par année de marché. A partir de 2 commandes refusées, le SIAEP pourra résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire, sans préavis et sans indemnités.

### **5-11.2. Non exclusivité**

En dehors du cas prévu par le paragraphe précédent, le SIAEP peut passer par un autre prestataire sans motif, en revanche, le prestataire en sera informé. Cette possibilité est applicable dans la limite de 5% du montant total des commandes passées sur l'accord-cadre.

## **ARTICLE 6 : PROVENANCE QUALITE CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

### **6-1. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt**

Sans objet.

### **6-2. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits**

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

### **6-3. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.**

Sans objet.

## **ARTICLE 7. IMPLANTATION DES OUVRAGES**

### **7-1. Piquetage général**

Avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué en totalité par le titulaire, à ses frais, contrairement avec le maître d'œuvre.

### **7-2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés**

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés ci-après, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est effectué, par le titulaire, à ses frais, contrairement avec le maître d'œuvre, qui a convoqué les exploitants des ouvrages en présence des gestionnaires des réseaux

Lorsque le piquetage spécial concerne des canalisations de gaz, d'eau ou des câbles électriques, le titulaire doit, 10 jours au moins avant le début des travaux, prévenir l'exploitant des canalisations ou câbles par une déclaration officielle (Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux par exemple).

Le titulaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions contenues dans le décret n°2011- 1241 du 05/11/11 relatifs à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution.

## **ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX**

### **8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Il est fixé une période de préparation dont les caractéristiques sont définies à l'article 4-1 du présent C.C.A.P.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

- Par les soins du titulaire :
  - Elaboration des documents d'exécution ;
  - Du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires ;
  - Du planning détaillé des travaux mentionnant le chemin critique des tâches à exécuter ;

Cette obligation est applicable à chaque opérateur économique (cotraitants et sous-traitants).

Etablissement, mise au point et présentation au visa du maître d'œuvre du Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED) ;

**Les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre.**

### **8-2. Plan d'assurance qualité**

Le Plan Assurance Qualité est établi par l'Opérateur économique. Il est soumis au visa du Maître d'œuvre.

Le PAQ doit être remis dans le mois suivant la notification du marché.

Les documents du PAQ décrivent les dispositions, les réglages, le contrôle interne et le cas échéant le contrôle externe à la chaîne de production.

### **8-3. Plan d'exécution – notes de calculs – études de détail**

Les études d'exécution des travaux sont établies par le titulaire et soumis au visa du maître d'œuvre. Ces documents sont fournis en 3 exemplaires dont un sur une clé USB en version Autocad et PDF.

### **8-4. Mesures d'ordres social – application de la réglementation du travail**

La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier est celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés en dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employée sur le chantier ne peut excéder 10 % et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 %.

### **8-5. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers**

Pour l'application des articles 31.1 à 31.6 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

#### **8-5.1. Installation des chantiers de l'Opérateur économique.**

Les installations sont réalisées par le titulaire.

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

#### **8-5.2. Lieux de dépôt des déblais en excédent**

Il appartient à l'opérateur économique, conformément au CCAG, de se procurer à ses frais et risques

les terrains dont il peut avoir besoin pour les lieux de dépôts provisoires et définitifs de matériaux particuliers ; il devra également obtenir l'accord des propriétaires concernés avant le démarrage des travaux. Cet accord précisera la durée du stockage provisoire, ainsi que les modalités de remise en état des terrains.

Ce lieu devra être agréé par le Maître d'œuvre.

#### **8-5. 3. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique**

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique sera réalisée par l'opérateur économique sous le contrôle des services municipaux, selon la réglementation en vigueur.

Ce service ayant à leur charge la police de la circulation routière aux abords du chantier.

La signalisation des chantiers devra être conforme :

- À l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière livre 1 - Signalisation des routes.
- À l'instruction Interministérielle sur la signalisation temporaire des routes.

Pour chaque signalisation provisoire sur la voie publique, l'Opérateur économique s'inspirera du Manuel du Chef de chantier relatif à la signalisation temporaire (SETRA - mars 1993) et soumettra un

plan détaillé au Maître d'Œuvre un mois, au plus tard, avant la date de sa mise en place.

Après accord du Maître d'Œuvre sur le plan de signalisation, il appartiendra à l'Opérateur économique d'effectuer les démarches et les demandes d'approbation sur ces dispositions auprès des services compétents ; L'Opérateur économique tiendra le Maître d'Œuvre informé de l'évolution de ses démarches, et lui communiquera les autorisations administratives qu'il aura obtenues.

La mise en place et le repliement de la signalisation sont à la charge de l'Opérateur économique.

Avant le début des travaux et pendant tout le cours de ceux-ci, l'Opérateur économique devra faire

connaître nominativement au Maître d'Œuvre un "chargé de la signalisation et de l'organisation des transports", personne responsable de l'exploitation de la signalisation et de l'organisation des transports des chantiers, et qui devra pouvoir être contacté pendant toute la durée du chantier. Cette personne sera chargée, en particulier, du respect des itinéraires d'accès aux différents sites de travaux par les transporteurs.

L'entretien de la signalisation sera géré à ses frais par l'opérateur économique.

Le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit être doté d'un baudrier ou d'un gilet rétro-réfléchissant.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et blanches rétro-réfléchissantes.

Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe c : matériels mobiles alinéa 2 "feux spéciaux" de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, livre I- 8<sup>ème</sup> partie.

En cas de visibilité réduite, un ou plusieurs agents munis d'un fanion K1 avertissent les usagers de la présence à proximité, d'obstacles fixes ou mobiles sur la chaussée ou ses dépendances.

#### **8-5.4. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux**

Les communications à travers le site des travaux ne peuvent être restreintes. L'écoulement des eaux à travers le chantier ne peut être restreint.

Le titulaire prendra ses dispositions pour récupérer les eaux de chantier.

Il a à sa charge les moyens techniques mis en œuvre pour respecter les règlements en vigueur relatifs aux limitations des nuisances et des pollutions des cours d'eau.

Il fera son affaire pour ses propres installations des formalités qu'imposent les décrets d'application de la loi n° 2006-1772 sur l'eau du 30 Décembre 2006.

Les rejets dans les réseaux d'écoulements existants ou dans les zones d'infiltration préférentielles (cavités, dolines, ...) des produits de lavage des engins, des produits de vidange, de lubrifiants ou de carburants sont formellement interdits conformément au décret 2007-397 du 22 mars 2007.

Les eaux de rejet issues des installations de chantier devront être décantées et déshuilées.

Tout rejet d'hydrocarbures est interdit, les produits de vidange devront être recueillis et évacués en fûts fermés. De même tout déversement de déchets liquides ou solides, même inertes (terres, boues...) dans un cours d'eau est proscrit.

#### **8-5.5. Démolition de constructions**

Aucune stipulation particulière.

#### **8-5.6. Emploi d'explosifs**

L'emploi d'explosif est strictement interdit.

#### **8-5.7. Dégradations causées aux voies publiques**

En ce qui concerne l'usage des voies publiques, les dispositions particulières, visées à l'article 34 du CCAG sont à respecter.

#### **8-5.8. Garde du chantier en cas de défaillance d'un opérateur économique**

Aucune stipulation particulière.

### **8-6. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé**

#### **8-6.1 Prescriptions générales**

Aucun engin à chenilles métalliques ne sera autorisé à circuler sur les voies publiques.

#### **8-6.2 Itinéraire d'accès**

Les itinéraires d'accès aux différentes zones de travaux permettant l'approvisionnement en matériel et matériaux nécessaires à l'exécution des travaux et pour l'évacuation de matériaux impropres seront proposés par l'Opérateur économique à l'acceptation du Maître d'Œuvre.

Ces itinéraires devront tenir compte de toutes les dispositions du Code de la Route, des arrêtés ou décisions pris par les autorités compétentes (par ex. limitation de charge, périodes interdites), et des contraintes définies au C.C.T.P.

#### **8-6.3 Maintenance des itinéraires d'accès**

L'entretien et le maintien en état permanent de viabilité des itinéraires agréés seront à la charge de l'opérateur économique. Celui-ci veillera au strict respect de ces itinéraires.

En particulier, l'opérateur économique veillera au parfait état de propreté de la signalisation et de la chaussée aux abords du chantier et prendra toutes dispositions (balayage, ouvrages provisoires, ...) pour éviter en permanence, le dépôt de boues, matériaux divers et la stagnation d'eau sur les chaussées maintenues à la circulation et laisser un état de propreté impeccable de la signalisation et des barrières et clôtures de l'ensemble du chantier.

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, en cas de détérioration des itinéraires d'accès, la remise en état sera réalisée en totalité aux frais de l'opérateur économique.

#### **8-6.4 Etats des lieux**

Un état des lieux sera effectué avant les travaux entre l'Opérateur économique et les services gestionnaires ainsi que des voies empruntées pour les accès au chantier en présence du Maître d'Œuvre. Un état des lieux identique après travaux sera effectué, à l'issue duquel l'Opérateur économique devra réparer les éventuelles dégradations constatées, dans un délai de quinze jours. Cette prestation sera à la charge de l'Opérateur économique. Cet état des lieux sera réalisé par un organisme spécialisé agréé par le maître d'œuvre.

#### **8-6.6 Propriétés bâties environnantes**

Un état des lieux sera réalisé par le titulaire contradictoirement avec le ou les propriétaires. L'état des lieux sera à la charge du titulaire.

### **ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX**

#### **9-1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux**

Les CCTP et le PAQ définissent les modalités d'essais et de contrôle d'ouvrages ou parties d'ouvrages.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché :

S'ils sont effectués par l'Opérateur Economique, ils seront rémunérés par application d'un prix de bordereau,

S'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le Maître de l'Ouvrage.

#### **9-2. Réception**

##### **9-2.1. Réception des travaux**

Lorsque la réception est assortie de réserves, le délai laissé à l'opérateur économique pour remédier aux imperfections ou malfaçons lui sera notifié par le maître d'ouvrage. En l'absence de notification et par dérogation à l'article 41.6 du CCAG ce délai est fixé à 1 mois à partir de la date de réception.

##### **9-2.2. Réceptions partielles**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

#### **9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage**

Sans objet.

#### **9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages**

Sans objet.

#### **9-5. Documents fournis après exécution**

Les modalités de présentation des documents à fournir après réception seront conformes aux stipulations de l'article 40 du C.C.A.G.

En cas de retard dans la remise desdits documents, les pénalités seront celles prévues à l'article 4.3 de ce même C.C.A.P.

#### **9-6. Délai de garantie**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

#### **9-7. Garanties particulières**

Sans objet

### **ARTICLE 10. CLAUSES DE REEXAMEN**

En complément des clauses permettant le réexamen de l'accord-cadre qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions de l'accord-cadre, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

#### **Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution :**

Le titulaire unique pourra proposer au pouvoir adjudicateur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- Cessation d'activité,
- Cession de contrat,
- Décès.

Le pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être :

- Dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- Dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du pouvoir adjudicateur sur la substitution :

- Dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement,
- Dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ;
- les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiés.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire. A défaut,

- Dans le cas du groupement solidaire, il sera procédé à la résiliation de l'accord-cadre pour faute,

Dans le cas du groupement conjoint, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité :

- De laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs prestations après désignation d'un

mandataire non solidaire,

- De prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

Autres clauses de réexamen

Modalités de révision du cahier des clauses techniques particulières (CCTP) :

En cas d'évolution des normes ou de modification des performances ou exigences fonctionnelles ou intervention d'un besoin spécifique ou nouveau pendant l'exécution de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, par voie d'avenant ou de modification du marché (conformément aux articles L. 2194-1 et R. 2194-1 à R. 2194-10 du Code de la Commande Publique) et à condition qu'il n'y ait pas de bouleversement de l'économie générale de l'accord-cadre, de modifier les clauses afférentes au cahier des clauses techniques particulières pour une mise à jour des spécifications techniques.

Le titulaire devra alors être en mesure de prouver, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente la nouvelle spécification technique lorsque celle-ci est fondée sur des normes ou qu'elles permettent d'atteindre les performances ou exigences fonctionnelles fixées par le pouvoir adjudicateur, sous peine de résiliation amiable de l'accord-cadre.

Tout avenant ou modification de marché sera transmis par tous les moyens, y compris par voie dématérialisée (courriel ou plateforme de dématérialisation). Le titulaire devra alors accuser réception par le même biais.

## **ARTICLE 11. RESILIATION**

Les dispositions des articles 29 à 36 du CCAG-FCS sont applicables au présent accord-cadre auxquelles s'ajoute la disposition suivante.

### **Résiliation aux torts du titulaire**

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 32 et 36 du CCAG FCS avec les précisions suivantes :

Le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 36 du CCAG FCS. La décision de résiliation le mentionnera expressément. Dans ce cas, et par dérogation à l'article 34.5 du CCAG FCS, la notification du décompte de résiliation par le pouvoir adjudicateur au titulaire doit être faite au plus tard deux mois après le règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations.

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

Par dérogation et en complément des articles 32 et 34.3 du CCAG FCS, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire est rémunérée avec un abattement de 20 %.

En complément à l'article 32 du CCAG FCS, en cas de non production dans les 8 jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire de l'accord-cadre, restée sans effet dans un délai fixé à 8 jours, l'accord-cadre sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

## **ARTICLE 12. DIFFERENTS ET LITIGES**

La loi française est seule applicable au présent accord-cadre. En cas de litige, le tribunal compétent est :

Tribunal Administratif de Cergy Pontoise

2-4 Boulevard de l'Hautil 95000 CERGY PONTOISE

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance, relatifs au présent accord-cadre doivent être rédigés en langue française.

### **ARTICLE 13. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci- après :

CCAP 1.7.3. et 1.7.4.1	dérogent à l'article	9.1 du CCAG
CCAP 4.3	déroge à l'article	20.1 du CCAG
CCAP 8.6.3	déroge à l'article	34.1 du CCAG
CCAP 9.2.1	déroge à l'article	41.6 du CCAG

"Lu et approuvé"

L'opérateur économique soussigné